

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2003

# INTERVENTION DE JEAN-YVES LE DRIAN



Je ne m'appelle pas Jean-Christophe Cambadélis [personnalité annoncée pour la Fête de la Rose 2003], vous étiez venus l'entendre et vous aviez raison. Il a eu ses contraintes. Le Premier Secrétaire Fédéral m'a pris comme joker.

Si je peux prendre une image cycliste, sport cher à Edmond Hervé, je suis un peu le régional de l'étape ; mais je me souviens que dans un tour de France ancien, du temps où il y avait une équipe de l'Ouest, l'équipe de l'Ouest avait gagné le challenge par équipe, à la surprise générale. Je me dis qu'on ne sait jamais, ça pourrait revenir ; avec des équipes régionales on peut gagner.

Je salue Edmond Hervé et son équipe qui fait tant pour cette ville et cette agglomération, Jean-Michel Boucheron, Philippe Tourtelier, Jean-Louis Tourenne, les Conseillers régionaux socialistes d'Ille-et-Vilaine, Jean-Claude du Chalard, Henri Gallais, Jean-René Marsac, Isabelle Thomas et Elisabeth Burel. Salut aux partenaires Verts, PC, Radicaux, UDB, Rouge et Vert.

Etrange rentrée, inquiétante rentrée, grave rentrée.

Une sorte de dépression rampante gagne notre pays. Désabusé par l'autisme du gouvernement Raffarin sur la réforme des retraites, sur l'agression en règle dont est victime l'éducation nationale, sur le désespoir légitime des intermittents, le mouvement social se cherche. Et dans le même temps, la France est confrontée à la plus grande offensive libérale depuis l'après-guerre.

Il ne s'agit pas seulement, méthodiquement et systématiquement, de remettre en cause tout ce qui avait été l'acquis du gouvernement de gauche : les emplois-jeunes, les 35 heures, la loi de modernisation sociale, le plan pour l'école de Jack Lang, la loi sur l'eau, la loi d'orientation agricole avec les CTE, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie... Non, il ne s'agit pas uniquement de cet acharnement de destruction. Non c'est pire. Ce qui est en cause c'est notre modèle social lui-même : c'est la protection sociale fondée sur la solidarité nationale et la solidarité avec les générations futures, c'est le service public financé par l'impôt, c'est l'éducation pour tous.

Ce qui est en cause c'est une conception de la société : celle de l'individualisme des rapports sociaux, celle où l'Etat doit être minimal, celle où chacun doit financer selon ses moyens les droits, les services, les prestations qui lui étaient jusqu'à présent garantis, celle de la privatisation des grandes fonctions collectives.

Après 18 mois où la droite dispose de tous les pouvoirs (la présidence, les deux assemblées, la majorité des régions et des départements) les résultats de cet aveuglement idéologiques sont là : la confiance est en berne, la croissance est cassée, le chômage s'accélère, la France détruit des emplois ; le dernier budget aggrave la dette, limite les investissements publics, favorise outrageusement les plus riches et en prime nous met au ban de l'Europe.

C'est vrai que pendant un certain temps le gouvernement avait pu donner le change. D'abord parce que nous étions tous abasourdis par le cataclysme du 21 avril et que nous cherchions dans le brouillard une voie, une explication, de nouvelles raisons d'agir. Ensuite parce qu'il s'y prenait finalement assez bien au début pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Mais aujourd'hui les masques tombent : tout apparaît d'un coup : la brutalité des décisions, les contradictions des promesses électorales, l'incohérence des décisions, une France qui va dans le mur et qui se discrédite en Europe.



Avec toujours les mêmes cibles : les fonctionnaires d'abord (mauvaise grasse hier, mauvaise graine aujourd'hui), les salariés ensuite qui coûtent toujours, trop cher et ne savent pas être flexibles, les personnes âgées qui dépensent trop surtout quand elles vieillissent.

Si le contexte n'était pas si grave, on pourrait dire qu'il a au moins une vertu pédagogique : entre la droite et la gauche, les clivages sont là, forts et évidents. Et sans doute ceux qui, il y a un an, entretenaient cette rumeur (que certains de l'extrême gauche entretiennent toujours) que gauche et droite, c'était pareil, auraient-ils plus de mal à convaincre aujourd'hui ? La droite c'est tout simplement l'inverse de la gauche et elle en fait, chaque jour, la démonstration. Je voudrais d'ailleurs à ce propos constater avec vous que beaucoup de jeunes en 2002 avaient surtout connu la gauche pendant 20 ans avec nos grandes avancées mais aussi nos échecs et nos insuffisances et qu'ils pouvaient être tentés par ce discours de confusion ou par des aventures extrêmes. Ils ignoraient vraiment ce qu'était la droite. On ne leur avait pas raconté l'avant 81. Quant aux moins jeunes, ils avaient peut-être oublié ou ils pensaient que jamais on nous referait du Juppé. Mais la droite ne sait faire que cela, ne peut faire que cela, c'est donc sa nature. Raffarin, c'est Juppé, les bottes en moins, la communication en plus.

La droite c'est l'inverse de la gauche. Le plus clair dans la période récente c'est quand même la politique budgétaire. Sous couvert de " ramener la croissance et l'emploi en France ", sous couvert de " revaloriser le travail " (vous savez ce thème historique et récurrent de la droite depuis les 40 heures mais aussi bien avant. Merci pour tous) elle baisse les impôts payés par les plus riches et taxe tous les autres. On allège l'impôt sur les grandes fortunes, on baisse l'impôt sur le revenu, ça fait 6% en 2 ans. En sachant que 10% des foyers capteront 70% de la baisse et 1% des foyers en capteront 10%. Avec pour leurre, une augmentation de la Prime Pour l'Emploi pour les plus modestes qui atteindra 5 euros de plus par mois...

On favorise des réductions d'impôts pour des emplois à domicile mais uniquement pour les plus de 70.000 bénéficiaires les plus aisés.

On exonère les charges des entreprises sans aucune contrepartie en termes d'emplois. On revalorise les consultations médicales sans aucune contrepartie en termes de maîtrise de dépenses de santé.

Et pour gérer tout cela on vit à crédit et l'on taxe ! On augmente le forfait hospitalier, on augmente le gasoil, on augmente tous les tarifs publics. Et pour compléter la panoplie on baisse les avantages de l'épargne populaire (taux du livret A), on baisse le remboursement des médicaments. On va même jusqu'à pénaliser les plus pauvres des plus pauvres, les bénéficiaires de l'Allocation spécifique de solidarité, ceux qui n'ont plus rien que cela. Ils sont 130.000 qui se verront écartés de ce dispositif pour être orientés vers le RMI. Un comble pour un gouvernement qui prétend revaloriser le travail et qui préfère exclure les chômeurs aidés pour faire baisser artificiellement les statistiques du chômage et économiser 500 millions d'euros.

Au total sans prendre en compte la hausse des tarifs publics, le montant des prélèvements supplémentaires qui pèsent sur les ménages représente le double de ce qui est consacré à la baisse de l'impôt sur le revenu.

En réalité Raffarin, c'est Guizot revisité : enrichissez vous et ne vous occupez pas du reste.

Si encore cela aidait l'emploi, s'il y avait une espèce de civisme des bénéficiaires et que cet argent-là serve au développement mais non... il va à l'épargne ou ailleurs ! Résultat un chômage qui va atteindre 10% de la population active à la fin de l'année, les licenciements succèdent aux licenciements aucune stratégie ne se dégage. Pour la première fois depuis 1993 la France détruit des emplois (la gauche avait réduit le nombre de chômeurs de près d'1 million et avait mis en place les conditions nécessaires à la création de 2 millions). Et comme il faut bien boucler le budget et bien on s'attaque aux crédits consacrés aux secteurs-clés du développement : l'emploi, le logement social, la recherche, l'éducation.

Le bilan au terme des 16 mois est accablant : une France injuste, une France en régression, une France discréditée, une France irresponsable qui fait du leasing sur les générations qui viennent.

On ne va pas rester comme cela jusqu'en 2007.

Avant de poursuivre attention aux leurres, Fabius le disait à Lamballe : la droite s'est spécialisée dans le détournement de vocabulaire. On prend un concept de gauche accepté comme réformiste et progressiste, puis on lui donne un contenu inverse, si bien qu'on le dévalorise. C'est pire que du Canada Dry, c'est de l'arsenic dans des flacons d'élixir.

Pour exemple la décentralisation : politique voulue et initiée par la gauche en 1981 ; dont chacun reconnaît les mérites de la première étape. La droite à ce moment-là combattait, accusant de défaire l'Etat. Pour nous décentralisation, c'est synonyme de proximité, de responsabilité, d'initiatives, de débat mais aussi d'aménagement du territoire, de péréquation, d'égal développement. Pour la droite la décentralisation c'est une variante du libéralisme : je transfère des charges sur les impôts locaux, les impôts payés par tous et je laisse faire la compétition (je vous laisse imaginer l'avenir de la Bretagne). La décentralisation est devenue l'insécurité territoriale, quel gâchis !

Le mot lui-même pour beaucoup, je pense aux enseignants, est synonyme de : retour en arrière.

Même chose avec le développement durable. On s'en souvient du début du mandat régional, de nos débats avec la droite. C'est comme si on avait dit un gros mot, au mieux l'ironie que l'on accorde aux doux rêveurs ; mais depuis, ils n'ont que ça à la bouche, il y a même un secrétaire d'Etat qui n'est pas Nicolas Hulot. On en parle solennellement à Johannesburg, pas un discours sans que le mot ne soit cité. On pourrait croire que le combat de ceux qui depuis des années militent pour le développement rime avec environnement, pour qu'on préserve des générations futures pour que l'équitable soit au centre des rapports sociaux et des rapports internationaux. Bref que ce combat-là, vraie bataille idéologique faisant l'objet d'un consensus désormais. Il n'en est rien, là encore il y a détournement de vocabulaire. On parle de développement durable, mais dans le budget on supprime tous les crédits destinés aux transports en commun : c'est une manière de lutter contre l'effet de serre !

On parle de développement durable, mais on remet en cause la charte pour une agriculture bretonne pérenne que l'Etat avait signée après de longues discussions et qui permettait de reconquérir la qualité de notre environnement tout en permettant le maintien d'une agriculture forte mais différente.

Méfiance des contrefaçons des discours qui vident les mots de leur sens. Même " réforme " devient suspect, aux yeux des Français réforme devient synonyme de régression.

Je crois sentir venir la même tendance dans le détournement de la " laïcité ". La droite fait le choix insidieux d'une complaisance progressive vers le communautarisme, tout en appelant cela laïcité. Il nous revient à nous sur ce sujet de parler fort et de rappeler nos principes essentiels : la France n'est pas une addition de communautés ou plutôt elle n'en connaît qu'une : la communauté nationale. Finalement il faut souvent en revenir à Jaurès : " Laïcité et progrès social sont deux formules indissociables. Nous n'oublierons ni l'une, ni l'autre et en républicain socialiste nous lutterons pour les deux ".

Pour lutter contre les détournements, mais aussi pour lutter contre la régression vers laquelle le pays s'enlise, il n'y a pour nous qu'une issue affirmer nos valeurs et nous rassembler ! Et en ce moment notre responsabilité est grande.

Après le terrible 21 avril, après l'humiliation et la colère nous aurions pu succomber, nous aurions pu sombrer, nous aurions pu nous diviser, nous aurions pu nous éclater. Et bien nous avons tenu bon. Nous avons su lors de notre Congrès de Dijon nous tenir unis et forts dans le respect normal de nos sensibilités. Dans le désarroi général, ce n'était pas gagné d'avance. Nous avons su fixer une ligne. Affirmer notre volonté d'être le grand parti de la réforme ; face à une droite qui détruit et dont on ne peut attendre que le pire, proposer l'alternative de la solidarité et du développement.

Notre responsabilité est d'autant plus grande qu'après nous avoir ignoré voire rejeté, progressivement aujourd'hui les Français commencent à nous attendre. Car ils sont convaincus qu'on ne pourra pas attendre 2007.

Et nous sommes convaincus que la gauche ne peut se nourrir des échecs de la droite. C'est vrai ; les échéances législatives sont apparemment lointaines, mais c'est dès aujourd'hui que nous devons agir et proposer avec toute la gauche, sans exclusive, au moins ceux qui pensent que pour réformer il faut gouverner ; et nous disons aux autres, et surtout à ceux qui parfois ont pu être séduits par un verbe plus révolutionnaire que le nôtre : l'attente du grand soir n'a jamais empêché la droite d'agir, au contraire ; qu'on nous dise d'ailleurs de quelle avancée sociale l'autre gauche peut se targuer depuis 150 ans.

Agir c'est proposer. Nous n'en sommes pas au programme détaillé de gouvernement à la décimale près, mais nous devons commencer à décrire l'alternative du possible. Qu'est-ce que nous ferions-nous demain ? En tout premier lieu, il faut engager une politique de relance économique en favorisant la consommation des ménages. Relancer en cessant les cadeaux à la France d'en haut.

C'est-à-dire :

1- Revenir sur les baisses d'impôts qui doivent être affectées à la relance publique et non à l'épargne des plus riches.

2- Soutenir le pouvoir d'achat des ménages : renforcement de la prime pour l'emploi, revalorisation du Smic (60% sont bloqués), réforme de la fiscalité : taxe d'habitation.

3- Réactiver une politique volontariste de l'emploi (et non plus la variable d'ajustement). Pacte national pour l'Emploi : exonération des charges et obligation d'embauche. Reprendre les crédits d'insertion. Reprendre les emplois-jeunes et les aides éducateurs, reprendre la loi de modernisation sociale et la réduction du temps de travail.

4- Financer un vaste plan en faveur de l'investissement. Non seulement respect du contrat de plan (cf. Fonds européens, infrastructures ferroviaires) mais surtout en direction de l'économie de l'intelligence, de la recherche, de l'éducation, tout ce qui prépare l'avenir : avez-vous remarqué chaque fois que la droite est au pouvoir, les crédits de recherche baissent.

5- Traiter dans l'urgence le financement de l'assurance maladie. Le déficit a atteint une dimension abyssale. On en connaît quelques raisons : baisse de la croissance voire récession, dépenses non maîtrisées, cadeaux clientélistes sans contreparties. La réponse est une traie sur l'avenir : on prolonge l'emprunt, on met en place une sécurité sociale à deux vitesses : certains bénéficieront d'une couverture mutuelle, d'autres de la CMU et que se passera-t-il pour les autres. Cela passe par la vigilance accrue sur l'égalité d'accès aux soins, par le dialogue avec les acteurs, par l'assise sur des financements pérennes sur la contribution sociale généralisée qui frappe tous les revenus et une nouvelle assiette des cotisations patronales qui ne pénalise pas le travail et l'emploi.

6- Mener une politique de relance à l'échelon européen. Il faut négocier une refondation du Pacte de stabilité. Non pas y renoncer. Car l'euro est une force et si nous voulons une Europe solide, il doit y avoir une homogénéité des politiques budgétaires. Mais ce pacte ne doit pas se faire sur des bases restrictives et monétaristes mais en lui assignant de nouveaux objectifs de croissance et d'emploi et en l'accompagnement d'un grand emprunt européen pour financer l'innovation et les infrastructures comme le souhaitait Jacques Delors en son temps et comme le réclament aujourd'hui des partis socialistes européens.

7- Nous sommes pour l'Europe qui se mobilise et non pour l'Europe qui s'aligne et subit. Nous sommes pour l'Europe des citoyens et de la solidarité et non pour l'Europe supermarché. Nous sommes pour l'Europe puissance, pour l'Europe sociale, pour l'Europe acteur majeur du monde, qui se dote d'une défense commune et qui soit le partenaire de tous ceux qui refusent de confondre mondialisation et dérégulation, village-planète et marché sans frontière.

Oui, la gauche doit dès à présent se préparer, se rassembler, dénoncer et proposer.

Nous ne pouvons pas attendre passivement 2007.

Nous ne pouvons pas attendre 2007 tout particulièrement en Bretagne.

Je vous le dis, chers camarades, il y a alerte rouge sur notre territoire régional. Il ne sa passe pas un jour sans que l'on annonce ici une fermeture d'entreprise, là l'émergence d'une crise, ailleurs une remise en cause des services publics.

Nous n'avons sans doute pas encore pris collectivement conscience de l'ampleur des chocs qui se préparent car chacun est évidemment d'abord préoccupé par ce qui se passe dans sa ville, dans son pays... et Rennes est particulièrement concernée aujourd'hui avec STMicroelectronics, Thomson, Philips... Et ce sont des emplois qualifiés voire très qualifiés. Leur disparition touche notre substance vive, nos compétences majeures. Chacun aura noté le silence assourdissant du Conseil régional et de son président et les atermoiements de la ministre de l'Industrie qui veut bloquer mais qui n'en a pas les moyens du fait de la suppression de la loi de modernisation sociale alors que l'Etat est par ailleurs actionnaire. Au moment de l'affaire Mitsubishi je me souviens avoir entendu Pierre Méhaignerie dire que les contraintes de la législation sociale française et la loi de modernisation sociale n'étaient pas pour rien dans les décisions prises. Et alors là c'est l'inverse !

A propos de Pierre Méhaignerie, je voudrais vous faire part d'une surprise (enfin une surprise ?) on le croyait démocrate-chrétien, de tradition et de conviction, rallié à l'UMP par opportunisme (à la rigueur on peut comprendre une présidence de la commission des Finances vaut bien une grande messe avec le RPR) mais pas du tout ! Au moment où l'UMP envisage de s'organiser en affinités, celui qui plus gaulliste, plus libéral, plus centriste, plus souverainiste : où trouve-t-on Méhaignerie ? Avec Madelin, Goulard, Descamps, Dassault... Marc Le Fur avec les plus libéraux des libéraux ! Ils publient une lettre contre le social-étatisme. Pauvre démocratie chrétienne bretonne, qui cire les pompes de l'ultra libéralisme... où es-tu rendue ? Où sont les mannes de l'abbé Trochu et de Marc Sangnier ?



Lorsqu'on essaie de porter un regard global sur notre Région, force est de constater que tous nos fondamentaux sont en train de prendre l'eau.

Dans l'agroalimentaire, les crises succèdent aux crises ; pas une filière n'y échappe, l'aviculture aujourd'hui le plus spectaculaire avec son cortège de licenciements, mais aussi la filière porcine et demain sans doute le lait. Parce que nous avons privilégié la masse sur la qualité, et sans anticipation sur les évolutions le poids à la valeur ajoutée. L'agriculture est menacée par une réforme de la PAC mal négociée qui risque d'entériner des avantages des céréaliers au détriment des agriculteurs bretons quels que soient leurs choix de modèle de production. On verra concrètement, malheureusement, les responsabilités de tous ceux qui ont jeté les CTE aux orties.

J'ai déjà cité l'électronique : cette vocation d'avenir tant louée comme faisant partie du modèle breton qui aujourd'hui connaît des sinistres à Rennes, à Lannion et ailleurs.

Faut-il rappeler aussi qu'on ne finit pas de s'interroger non pas sur la manière dont progresse la reconquête de l'eau mais est-ce que l'aggravation va se stabiliser ou non, après avoir dépensé des millions et des millions. Alors que tous les Bretons confondus, nous considérons qu'il s'agit du problème numéro un.

Enfin dans le même temps, le gouvernement se prépare à nous annoncer que le TGV Breton après avoir été doublé par le TGV Est va bientôt être rattrapé par le TGV Aquitaine alias TGV Raffarin-Juppé. Jospin et Gayssot nous l'avaient engagé, financièrement et juridiquement, pour 2010. Attendez-vous à ce qu'on nous parle demain de 2020 comme une date probable.

On peut aussi parler de la taxation des routes.

Mais ce qui est sûr, c'est que l'ultra libéralisme conduit la Bretagne dans le mur. Ce qui est sûr, c'est que nous ne pourrons pas attendre 2007 pour que ça change. Ce qui est sûr, c'est que les dirigeants actuels de la Bretagne par leur inertie et par leur soumission sont coupables de non-assistance à Bretagne en danger.

Reconnaissons toutefois à Josselin de Rohan le mérite, quand il parle — ce qui est rare — d'assumer sa soumission : confère Le Monde : " on ne peut pas par exemple continuer comme cela en matière d'éducation, la priorité, c'est de resserrer les écrous ".



Alors il va falloir nous battre, car la Bretagne a énormément d'atouts qui forgent son identité, sa capacité d'initiatives, ses hommes et ses femmes attachés à leur territoire. Il nous faut retrouver cette capacité d'action collective, ce volontarisme.

Ce sursaut, ce réveil qui aurait fait notre force dans les années 50, ce sursaut qui fut celui du Célib que nous ne renions pas, qui a fait notre conscience mais qui a été cassé par la droite. Aujourd'hui, c'est la responsabilité de la gauche bretonne, sans exclusive, de redonner espoir. C'est à la gauche de faire de la Bretagne une terre de résistance et une terre d'avenir.

Il faut poursuivre ce que Louis Le Penec et Charles Josselin avaient commencé en 1973. A l'époque, dominait cette espèce de fatalité historique comme quoi la Bretagne était à droite par naissance et par essence par la grâce de Dieu et celle de Sainte Anne. Et d'autres sont venus ensuite aux municipales de 1977, en particulier ici à Rennes avec Edmond et les autres. Ils ont su nous montrer qu'il fallait oser la conquête, qu'il fallait oser le défi. Maintenant, dans la situation aussi grave que celle que nous vivons en Bretagne, il faut poursuivre ce cycle historique pour que demain la Bretagne à gauche soit la Bretagne pour tous.